

Communiqué à l'ensemble des agents du ministère

Montreuil, le 18 juin 2026

La CGT ne cautionnera pas un simulacre de dialogue social

Lundi, la ministre Barbut organise deux rendez-vous distincts avec les organisations syndicales. Pour éviter toute confusion, nous tenons à être clairs dès l'abord sur la position de la FNEE-CGT à chacun d'eux.

- ✓ **Le matin**, un échange est prévu avec les organisations syndicales de l'administration centrale, sur le projet de création d'une Direction Générale de l'Environnement par démantèlement de la DGALN. **La CGT y sera présente**, pour porter la contestation des personnels, exiger des comptes et renvoyer la ministre à ses contradictions. Il n'est pas question pour nous de laisser ce dossier sans voix syndicale.
- ✓ **L'après-midi**, un tout autre rendez-vous est proposé à l'ensemble des organisations du ministère : une simple « discussion sur l'actualité », sans ordre du jour ni objectif. **C'est à ce seul échange que la FNEE-CGT a décidé de ne pas participer**, et c'est cette décision que le présent communiqué vous explique.

Une demande d'audience détournée de son objet

Si les organisations syndicales avaient demandé à être reçues, ce n'était pas pour bavarder. C'était parce que le ministère a présenté au CSAM un texte transférant une part importante des missions de l'ADEME vers les DREAL, sous l'autorité des préfets. Toutes les organisations ont voté contre. Le texte poursuit aujourd'hui son chemin au Conseil d'État et sur le terrain législatif.

Transformer cette demande en discussion informelle sans ordre du jour, c'est refuser le débat de fond et cocher la case « dialogue social » à moindres frais.

Un abandon méthodique de nos missions

Le dossier ADEME n'est pas isolé. Depuis septembre, les agents subissent la même logique d'effacement :

- Établissements publics — IGN, CEREMA, Météo-France, ANCT, Anah — en souffrance budgétaire et menacés dans leurs missions.
- Conditions de travail dégradées à VNF, en DREAL, dans de nombreuses DDT — sans réponse.
- Instructions Routes PPMR imposées dans les DIR malgré l'opposition intersyndicale.
- Contractuels des Quasi-statuts Environnement et Agences de l'Eau abandonnés, leur statut mis en extinction à la demande de la DGAFP.
- Agents de l'OFB, des DDT et des DREAL exposés aux pressions de syndicats agricoles aux relents fascisants, sans être protégés.

Dans le même temps, la ministre s'est pleinement engagée pour la loi de programmation agricole. Les priorités sont là, sous nos yeux.

... / ...

Le contraste, révélateur d'une méthode

Mettons les deux rendez-vous de lundi en regard. Le matin, une réorganisation lourde — le démantèlement de la DGALN et la création de la DGE — qui, selon nos remontées, serait déjà arbitrée en interne : les personnels et leurs représentants ne seraient pas consultés en amont, mais placés devant le fait accompli. Les agents concernés, en particulier ceux des services transverses, attendent ces annonces avec une légitime inquiétude pour leurs missions et leur avenir.

L'après-midi, à l'inverse, une « discussion d'actualité » sans objet. La même ministre tranche en silence ce qui engage l'avenir des services, et nous convie à bavarder sur le reste. D'un côté les décisions qui comptent, prises sans nous ; de l'autre, une réunion pour la forme, à laquelle on voudrait nous voir siéger. C'est exactement cette méthode que nous refusons de cautionner.

Pourquoi nous n'irons pas

Nous n'avons pas besoin d'être reçus pour être rassurés ou cajolés. Ce ne sont pas les organisations syndicales qui ont besoin de la ministre : ce sont les agents, et les missions de service public que vous faites vivre chaque jour.

Un échange sans ordre du jour ne nous apportera que des éléments de langage : « *les exigences budgétaires s'imposent à nous tous* », « *je vais aller chercher des arbitrages* », « *l'Etat doit continuer à se réformer* », « *je ne suis là que depuis neuf mois* », « *je mets tout en œuvre* ». Des mots, sans engagement ni suite. Y participer reviendrait à cautionner ce simulacre.

La FNEE-CGT a donc choisi de ne pas siéger à cet échange. Nous continuerons à défendre l'ADEME, les établissements publics, les services déconcentrés, l'Administration Centrale, les agents, les statuts et les conditions de travail là où cela compte vraiment : dans le rapport de force, et non dans les discussions de salon.

Le simulacre, ce n'est pas du dialogue social. Le dialogue social, c'est répondre aux agents.

La FNEE-CGT